

« La Charte est le socle de notre reconstruction »



Les États généraux se sont achevés par un grand rassemblement samedi 6 décembre à Paris. Pour Jean-Christophe Cambadélis « c'est un processus inédit qui arrive à son terme : ouvert, militant, démocratique, riche, fondamental ».

Le Premier secrétaire se réjouit de ce « moment d'unité dont nous devons être fiers », qui a abouti à l'élaboration d'un texte « novateur, cohérent et rassembleur ».



JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

Cher-e-s camarades, mes cher-e-s ami-e-s,

Une journée importante touche à sa fin. Mais, plus qu'une journée, ce sont des semaines, des mois de travail considérable qui s'achèvent. La première phase de la remise en forme du Parti socialiste se termine. Nous aurons la semaine prochaine la modernisation organisationnelle du PS. Nous aurons ensuite, fin janvier, le grand rassemblement des secrétaires de section qui traitera de la fracture territoriale et ébauchera notre programme pour les départementales et les régionales qui seront, avec notre Congrès, les grands rendez-vous de 2015.

C'est un processus inédit qui arrive à son terme : ouvert, militant, démocratique, riche, fondamental. C'est un succès qui vient couronner un moment de réflexion collective sans commune mesure dans notre histoire. Un moment d'unité dont nous devons être fiers et dont on voudra sous-estimer l'importance, mais qui fera date parce que ce texte est novateur, cohérent et rassembleur. Il fait sens et porte les nouvelles couleurs du PS.

Alors, mes chers amis, je le redis, mais je ne le redirais jamais assez : Merci.

Merci à toutes celles et tous ceux qui se sont engagés dans ces États Généraux. Merci à tous les militants qui ont donné leur temps et ont pris la plume pour exposer leur point de vue et, disons-le, s'exposer un peu au regard de leurs camarades, ce qui n'est jamais facile. Ils ne sont pas tous présents physiquement aujourd'hui mais ils sont là, représentés par leurs idées et par leurs propositions qui sont rassemblées dans notre Charte. Merci aussi à celles et ceux qui ont rendu ces trois mois et ces 5 600 contributions possibles : Guillaume Bachelay, Henri Weber, Alain Bergounioux et l'ensemble du comité de pilotage. Merci à toutes les sensibilités du PS qui ont joué le jeu malgré un environnement propice à la dispersion. Merci aux experts et aux acteurs de la société qui ont partagé leurs visions et leurs expériences. Merci aux permanents nationaux et fédéraux, sans qui les 1 500 événements des États Généraux n'auraient pas pu avoir lieu, y compris ce bel événement de clôture ici à Paris, dans le 19^e arrondissement, dont je salue très chaleureusement le maire François Dagnaud. Merci à Johanna Rolland, maire de Nantes, qui il-

lustre le renouvellement du PS. Merci aussi aux intervenants d'aujourd'hui pour leur éclairage et leur témoignage. Je salue également Thomas Mulcair, le président du Nouveau Parti démocrate, chef de l'opposition au Canada et, nous l'espérons, le prochain premier ministre du Canada. Je tiens enfin à saluer les ministres qui sont venus se ressourcer avec nous. Quelle formation politique est capable de conduire un tel débat ? Quelle formation politique a cette maturité démocratique pour débattre et se rassembler ? Cette démocratie citoyenne, inclusive est une autre innovation après les primaires. Vous verrez, nous serons imités !

Mes chers camarades, mes chers amis, Pendant des mois, loin du tumulte, nous nous sommes concentrés sur l'essentiel : sur nos valeurs, ces véritables raisons d'être socialiste. Les valeurs ce ne sont pas que des « mots-valises » comme j'ai pu le lire ici ou là. Nous voulons le retour aux valeurs, aux principes qui guident l'action. Les valeurs, c'est l'essence de notre engagement et le sens de notre action. Les valeurs sont aussi le moteur de notre combat contre l'idéologie du bloc réactionnaire qui se renforce chaque jour un peu plus. À force de délaisser le combat pour les valeurs, à force de technocratiser la politique, à force de substituer aux débats d'idées ou de projets le seul débat économique, on laisse un vide et celui-ci est investi par d'autres. En moins de 10 ans, ce qui se vendait dans des boutiques obscures sous le manteau a aujourd'hui pignon sur les rues médiatiques. La haine de la gauche, la détestation de l'égalité, la hantise du métissage, la théorie du grand remplacement, la stigmatisation des libertés individuelles, le dédain pour la fraternité, ou encore le souverainisme xénophobe. Vous le savez, c'est avant tout pour cela que j'ai proposé ces États Généraux : pour sonner le branle-bas de combat général, le retour de notre projet de société comme identité. Nos valeurs, à commencer par notre passion pour l'égalité, sont battues en brèche face au principe d'identité. La catastrophe que certains pointent, elle a déjà eu lieu, dans les esprits. Elle porte un nom : la zemmourisation. Le *Suicide français* est le nouveau bréviaire des réactionnaires. Une plume trempée dans le déclinisme y redessine une France aigrie et rabougrie, une France en régression. Oui le bloc réactionnaire a

trouvé son concept-clé : le mythe du « *grand remplacement* ». Or, en politique, une idée fautive est un fait vrai. S'il devient dominant et s'il s'empare des citoyens, il devient une force matérielle. Et au bout il y a une sorte de « *grande séparation* » qui, elle, serait bien réelle. Séparation de ceux qui pensent, qui mangent et qui croient différemment. Séparation qui viderait la République de toute substance et la France de tout avenir. Oui, la guerre culturelle pourrait déboucher un jour sur une guerre civile. Et ce ne sont pas les enrégés du Djihad qui nous aideront à pacifier les débats. Ne comptons pas non plus sur l'oligarchie financière qui se satisfait très bien d'un peuple dépolitisé, sans volonté. Une oligarchie qui n'aurait aucun mal à s'accommoder d'un gouvernement de grande séparation.

Mes chers camarades, mes chers amis,
L'heure du réveil a sonné, le réarmement idéologique s'impose. Pour affronter deux ennemies : l'hégémonie réactionnaire mais également la thatchérisation de la droite. Ne sous-estimons pas la portée de la nouvelle période politique qui s'ouvre. Nous en avons eu un aperçu précis tout au long de la journée : il va falloir se battre sur tous les fronts pour être fidèles à nos valeurs. Mais, d'un autre côté, ces mêmes valeurs sont notre meilleure arme pour affronter ces temps nouveaux aux vents parfois si mauvais. La Charte que nous venons d'adopter est le socle de notre reconstruction, le premier moment de notre redéploiement. Il fallait commencer par elle et redéfinir nos valeurs fondamentales pour pouvoir mener ce combat vital.

Les valeurs. Visiblement, cela inspire peu les commentateurs. Il faut dire que nous avons été odieux avec eux : nous ne nous sommes pas écharpés. Imaginez : pas de vote contre au Bureau national. Pas de batailles rangées. Pas de foules enrégées. Même pas de sifflets...

Non, décidément, avec les États Généraux, nous n'avons pas été de « *bons clients* ». Nous avons réfléchi, échangé ensemble dans un moment d'unité. Ce n'est pas un hasard. Les valeurs font l'unité, les valeurs sont l'unité. La plus importante, celle que l'on recherche sans cesse entre le réel et l'idéal, qu'il ne faut jamais séparer et qu'il faut perpétuellement tenter de joindre, oui, d'unifier. Ainsi, tout naturellement, il y a eu deux types de contributions pendant ces États Généraux : celles qui mettaient l'accent sur la réactualisation de nos valeurs et celles qui se concentraient sur le moment politique que nous traversons. C'est normal, les socialistes ne vivent pas

dans l'éther et sont peu à l'aise dans le formol. S'ils ont des valeurs, c'est pour orienter le réel mais pour que ces valeurs gardent leur force, il faut les frotter au réel. Cette dialectique s'est naturellement retrouvée dans nos contributions.

Au-delà de ce distinguo, toutes les contributions ont rappelé une chose fondamentale concernant les socialistes : les socialistes aiment le débat. Cette forte envie de débattre doit être entendue. Aussi, nous avons décidé de publier 1 500 propositions issues de nos travaux pour continuer la discussion. Ces propositions que nous disent-elles ? Une exigence : pas de fausses querelles. Aucun socialiste ne défend la fuite des déficits ou la chute du Gouvernement. Tous les socialistes défendent une gauche de gauche, réformiste mais pas contorsionniste. Cette orientation se ressent dans chacune de ces 1 500 propositions : sur la demande d'une vraie réforme fiscale, sur le financement des collectivités territoriales ou sur le ciblage des aides aux entreprises qui en ont le plus besoin. Ce sont les idées que les socialistes veulent défendre. Ce sont donc les idées que je porterai. Je les porterai car je veux que la voix du Parti socialiste porte. Je les porterai car elles sont le fruit d'un processus militant et d'un débat constructif. Notez donc que lorsque les socialistes débattent de manière sereine et responsable, ils deviennent audibles. C'est une question de dosage. Il ne sert à rien de dire amen à tout ou de dire non à tout. C'est ainsi : le Parti socialiste n'est pas la résultante de pressions conjointes entre du suivisme et du sinistrisme.

Alors, oui, vive le débat ! Le débat, j'en suis convaincu, c'est le socle de l'unité. En discutant, en échangeant dans le respect et dans la durée, les socialistes construisent leur unité, ce talisman. Oh ! Non ! Croyez-moi, ce n'est pas un vain mot. Et ce n'est d'ailleurs pas la moindre des contributions de ces États Généraux d'avoir permis de nous rassembler pendant ces derniers mois. Car, au fond, l'unité est la valeur qui rend toutes les autres valeurs possibles. Sans unité, pas d'action, pas de transformation. L'unité des socialistes permet de peser sur la fin de ce quinquennat, sur les contours du prochain. Ce que disent les militants, c'est qu'après le temps de l'assainissement, du redressement, le temps est venu de déclarer la guerre aux inégalités et d'agir écologiquement. Nous voulons souligner ce que nous avons réussi, corriger ce qui n'a pas fonctionné.



Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades, la période nouvelle qui s'ouvre renforce encore un peu plus l'importance et l'urgence de l'unité de la gauche. Le tripartisme n'est plus seulement un élément de contexte, c'est une contrainte forte. Sans unité, la défaite de la gauche est garantie. Dans l'unité, la victoire redevient possible. La gauche si elle se divise, elle dévisse. 31%. La gauche dans son ensemble se trouve dans un moment de recul idéologique et électoral considérable. Les formations se délitent, les syndicats sont à la peine, le mouvement social est à la traîne. Ce qui me fait dire qu'un effondrement du PS ne serait pas un moment de recomposition de la gauche mais de sa décomposition et de sa marginalisation.

Avec ces États Généraux, nous avons aussi voulu travailler au rassemblement essentiel de la gauche. Les valeurs que nous mettons en avant dans notre Charte sont aussi un territoire commun avec nos partenaires. Proposer une société de progrès pour l'opposer à une société de marché, humaniser la mondialisation et résister à l'oligarchie et bien sûr répondre au péril écologique: Oui, tout cela est aussi une contribution au rassemblement de la gauche. Et cela ne relève pas de la cosmétique. Cette Charte est le texte solennel dans lequel nous revendiquerons, à partir d'aujourd'hui, un éco-socialisme qui place l'avenir de la planète et le développement durable au niveau de la question sociale et républicaine. Cette nouvelle approche était indispensable pour défendre le progrès humain dans ce monde nouveau et en péril. Ce combat pour la domestication écologique et sociale de l'économie de marché est un le marqueur central de notre Charte.

Celui qui n'accepte pas la rupture avec le désordre écologique, avec les ravages de la société capitaliste sur la nature, celui-là je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste.

L'enjeu est colossal, car il faut tout revoir: notre modèle de société doit être repensé et avec lui nos modèles de production, de transport, de développement. De «*maîtres et possesseurs*» de la nature nous devons devenir «*des soldats de la préservation de la planète*» comme le dit le président François Hollande. Souvenez-vous, la maison brûlait et nous regardions ailleurs. Aujourd'hui, tous regardent la maison mais la maison brûle toujours. Les socialistes emboîteront désormais la question sociale et la question écologique. Tout d'abord parce que la cause est la même: un système capitaliste financiarisé qui place le profit au-dessus de tout et serait prêt à vendre terre et mer pour quelques actions supplémentaires. Ensuite, parce que la solution est la même: le progrès humain comme but et le volontarisme politique comme méthode. Nous voulons un monde plus équilibré, plus humain et une société plus décente, plus durable, plus circulaire, qui allie protection sociale et protection écologique.

Oui, mes chers amis, ce programme fondamental est des plus exigeants, car les enjeux sont vitaux. Pourtant, il semble en faire sourire certains, qui s'amuse à définir notre Charte comme l'expression d'un socialisme des «*bons sentiments*». C'est très condescendant de dire cela, symptomatique surtout de la pensée cynique, cette nouvelle pensée unique. Ce jugement provient de commentateurs qui épargnent d'ailleurs de plus en plus souvent les sombres sentiments portés par le bloc réactionnaire. Le Parti socialiste, parti des bons sentiments? Mais, quoi, défendre le progrès humain ce serait benêt? Affronter de face le péril écologique ce serait être naïf? Combattre les inégalités sociales, scolaires, les inégalités salariales femmes/hommes, les inégalités territoriales ce serait ingénu? Se battre pour le vivre ensemble et se dresser contre la xénophobie ce serait candide? Si défendre tout cela c'est incarner les «*bons sentiments*», alors, oui, nous socialistes, nous sommes fiers de porter ces sentiments. Qui sont bons, qui sont beaux, qui sont forts, qui rendent fiers! Oui, nous sommes fiers d'être socialistes!

Nous sommes fiers aussi d'avoir inscrit dans notre Charte l'exigence d'une mondialisation humaine. Nous sommes fiers de vouloir nous battre pour une alter-Europe, une Europe qui reconnaît le danger de la déflation et permet de reprendre le chemin de la croissance, autrement et durablement. Nous sommes fiers, aussi, de défendre les droits des salariés et un droit au travail qui protège. Oui, nous pouvons être fiers de notre Charte, qui porte en elle une nouvelle social-démocratie, une autre gauche de gauche, c'est-à-dire une autre vision du progrès, l'éducation à tous les âges de la vie, la modernisation de l'État protecteur sans la dérégulation, la société du bien vivre, la démocratie accomplie, la République toujours recommencée. À travers vos contributions, vous avez voulu que ces valeurs soient reconnues solennellement. Voilà qui est fait. Cela les renforce car cela les auréole d'une légitimité démocratique, celle des socialistes réunis en États Généraux.

Mes chers camarades,

Nous aurons besoin de ces valeurs réaffirmées et renforcées pour affronter l'ennemi que dénonce notre programme fondamental: La nouvelle hégémonie culturelle du bloc réactionnaire anti-républicain, même si notre adversaire est la droite thatchérienne.

Nous adoptons notre Charte dans un contexte politique très particulier où le Front national s'est enraciné et l'UMP vient de se redonner à Monsieur Sarkozy. Commençons par ce dernier. Il se voulait au-dessus des partis et le voici lesté d'un parti criblé de dettes, ciblé par les juges et en proie aux divisions. Décidément son retour ne se passe pas comme prévu. Mais cela n'empêche pas ses envolées réactionnaires. Écoutez ce chapelet de meetings en meetings:

- Le 15 novembre à Aulnay: abrogation du mariage pour tous
- Le 2 octobre à Saint Julien les Villas: abrogation de la réforme territoriale. Il remet ça le 6 octobre à Villacoublay et le 19 novembre à Mulhouse.
- Le 22 novembre à Bordeaux, après avoir fait siffler Alain Juppé, c'est l'abrogation des rythmes scolaires.
- Le 8 octobre à Toulouse, c'est l'abrogation de la loi Alur.
- Le 21 octobre à Nice c'est l'abrogation des accords de Schengen.
- Le 28 octobre à Marseille, c'est l'abrogation du statut de la fonction publique.

Mes chers amis, à défaut de trouver un programme, l'expresident a trouvé un surnom: «*Abrogator*». Mais ne croyez pas qu'Alain Juppé est loin. Il avance masqué, il vient de résumer son programme à Dakar en estimant que la supériorité des Chinois réside dans le fait qu'ils travaillent 7 jours sur 7 à la différence des Français. Et qu'il faudrait que les Français s'y mettent. Quant à Monsieur Fillon, c'est simple: Il avale tout cru la ligne du FN sur l'immigration.

Tous défendent un projet thatchérien d'une violence inouïe contre notre modèle social et républicain. Cette thatchérisation est l'exact opposé de notre Charte et la contredit en tous points. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle j'ai proposé un débat au nouveau dirigeant du premier parti d'opposition. Je le redis à Monsieur Sarkozy: où vous voulez, quand vous voulez. J'ai entendu la réaction de son ami de toujours, Monsieur Hortefeux, méprisant à souhait, ce Monsieur qui trouve qu'il y a trop d'Auvergnats en France. Il dit que je n'étais pas au «*niveau*» de Monsieur Sarkozy... Il a raison. C'est vrai. Comment le nier? Monsieur Sarkozy n'a pas d'égal. Je ne serai jamais au niveau du Karcher, de ses déficits, du discours de Grenoble, des allusions sur l'homophobie. Oui, il excelle dans tous ces registres. Inutile de le cacher: jamais, non jamais, je n'atteindrai ce niveau. Mais, je suis tout de même prêt à débattre. Pourquoi refuse-t-il le



débat ? Mais tout simplement parce qu'il ne veut pas qu'on lui rappelle à Monsieur Sarkozy, qu'on leur rappelle à Messieurs Juppé, Fillon leur bilan, car c'est leur boulet.

En face, nous l'avons dit, il y a un ennemi, redoutable, déjà en ordre de bataille pour 2017. Oui, en face, il y a aussi le Front National, cette petite PME familiale aux ramifications internationales. Leur championne est toute désignée: ce sera Madame le Pen. La ligne politique est toute tracée: le souverainisme xénophobe. Pas de question là-dessus non plus. Concernant le Front National, la seule interrogation finalement, c'est le financement. Tous les jours on découvre un prêt sous un ancien prêt et ainsi de suite. Un vrai système de poupées russes ce financement. Madame Le Pen hurle pour camoufler son prêt poutinien. Mais Madame Le Pen, publiez les refus des banques françaises. Publiez les refus des banques européennes. Vous mentez et vous prenez les Français pour des idiots. Vladimir Poutine vous finance parce que vous êtes un pion dans sa stratégie pour faire éclater l'Europe.

Au delà du souverainisme xénophobe, de la coupure de la France en deux, de la grande séparation des Français «*de souche*» et des Français «*de papiers*», de la haine de l'autre et du mépris du peuple. Le Front national s'intègre dans une stratégie qui veut réduire l'influence de la France sur le continent européen. Le Front national est non seulement l'ennemi de la République mais aussi de l'intérêt national.

Mes chers camarades, chers amis,
Une belle étape s'achève. Une belle victoire d'étape. Une victoire du collectif, une étape qui est un point d'appui pour la suite. D'autres étapes se profilent en effet, je viens de l'évoquer, et ce dès la semaine prochaine, lors du Conseil national consacré à la modernisation de notre formation politique. Il s'agira de proposer une feuille de route pour un parti plus ouvert, plus connecté, plus participatif, plus efficace, plus offensif. En un mot: un parti réarmé. Fin janvier, autre étape, ce sera le débat sur le programme des élections départementales et régionales. Ces élections permettront de dire ce que notre projet de progrès signifie pour le quotidien de nos concitoyens: plus de solidarité, plus

d'égalité, plus d'écologie, plus de proximité. En un mot, des territoires humains. Enfin, en juin viendra notre congrès, étape essentielle sur le chemin de notre réarmement idéologique et le renforcement continu de notre poids politique. Oui, le but mes chers camarades, c'est d'avoir un parti qui pèse dans la destinée de notre pays. Je souhaite donc que nous ayons un congrès utile au parti socialiste et utile à la France. Un congrès qui souligne les réussites, qui corrige ce qui ne fonctionne pas, qui propose un nouveau cours à la fin du quinquennat, qui déclare la guerre aux inégalités et qui mène la lutte contre la fracture écologique et numérique. Nous avons aussi besoin d'un congrès plus ouvert: il faudra que tous les militants puissent suivre les discussions et y participer au maximum.

Un dernier mot, mes chers amis, pour conclure. Ne sous-estimons pas la dimension historique de la période que nous traversons. La nouvelle époque est une immense épreuve qui permettra de tester notre courage, de mesurer nos forces et d'affiner notre projet. Nous n'avons pas droit à l'échec, car si nous venions à échouer nous emmènerions avec nous toute la gauche. C'est notre différence notable avec toutes les autres forces de gauche.

Oui, la gauche se retrouverait sans avenir. Plus grave encore: la République se retrouverait sans défenses. La menace est réelle mais le cataclysme n'est pas inévitable. C'est pour cela que nous avons organisé nos États généraux: pour nous remettre en mouvement, pour faire face et pouvoir l'emporter. Ce qui s'annonce, ce n'est pas une catastrophe, c'est un combat.

Nos idées et nos valeurs ne mèneront pas ce combat toutes seules. Alors, prenons ces contributions et ces propositions, allons les porter! Allons convaincre! Allons chercher le point d'ouverture du cœur de nos concitoyens. Vous verrez que nos valeurs y résonnent d'un bel écho.

Oui, le socialisme est une idée forte qui se construit sans cesse, au fil des épreuves et au fil du temps. Une œuvre magnifique qui a besoin de vous, ses artisans! Oui, le monde a besoin du socialisme et le socialisme a besoin de vous pour entrer dans le monde!

Vive le socialisme! Vive la République! Vive la France!



GUILLAUME BACHELAY

Chers amis, chers camarades, cher Jean-Christophe Cambadélis, notre rassemblement est un aboutissement et un cheminement. L'aboutissement d'un trimestre de réflexions et de contributions pour redéfinir ensemble notre identité, un trimestre qui s'inscrit dans un cheminement, celui du socialisme démocratique. Jamais il n'a été un corps de doctrines figé. Il a toujours été un projet articulant des valeurs permanentes et un monde en mutation constantes, voilà le sens des trois mois qui viennent de s'écouler, c'est le sens de l'engagement socialiste. Lors des universités d'été, nous étions donné 100 jours pour nous réinventer à travers nos États généraux. Ils ont marqué un moment d'innovation et de participation. L'innovation à l'évidence, car ce sont les militants et les sympathisants de façon individuelle, mais aussi collective qui ont fait vivre la dynamique et permis la charte approuvée mercredi soir. Les idées sont venues de vous, pour revenir à vous, les militants. C'est une démarche collaborative, transparente aussi puisque les textes qui nous ont été adressés figurent sur le site Internet conçu pour ce temps fort. Quel autre parti ferait cela ? Quel autre parti a fait cela ? Internet a été au cœur des États généraux parce que la démocratie et le numérique doivent davantage se conjuguer, et les formations politiques n'en sont qu'aux prémises. La plateforme sur laquelle les contributions ont été publiées a permis de partager les points de vue. Près de 120 000 visites et plus de 6 000 tweets en témoignent. Il y a des moteurs de recherche, nous y avons établi un moteur d'invention. Cette méthode coopérative qui s'appuie sur chacun doit inspirer, je le crois, plus encore à l'avenir notre fonctionnement. Prenons la mesure de ce qui a été accompli et soyons-en fiers. Cette volonté d'expérimenter des formes de participation est une richesse pour nous-mêmes, mais aussi une réponse parmi d'autre à la méfiance qui s'exprime.

De cette innovation démocratique, les militants socialistes ont été les précurseurs comme nous l'avons été au cours des dernières années pour la parité. En témoigne le mode

de scrutin pour les élections départementales. Nous avons été précurseurs pour le non cumul des mandats, nous allons étendre la loi. Les socialistes ont toujours lutté pour approfondir la démocratie, nos États généraux en sont une nouvelle et une belle preuve. Dynamique d'innovation, car dynamique de participation. Un grand merci, un immense merci aux 5634 contributeurs qui ont pris de leur temps pour écrire ce que signifie à leurs yeux être socialiste au 21^e siècle. La charte correspond à notre nouvelle carte d'identité, elle est notre référence collective, elle se décline en grande directions d'actions. Puis va venir un cahier des États généraux que nous allons publier, qui recensera les propositions qui en sont issues et qui auront toute leur place dans les prochains rendez-vous du parti. La lettre et l'esprit des États généraux souffleront bien au-delà du vote du 3 décembre et au-delà de notre rassemblement aujourd'hui à Paris. Les textes des contributeurs ont été de semaines en semaines lus, recensés, étudiés par votre serviteur et l'équipe de collaborateur du siège national qui se sont totalement consacrés à cette mission, rédigeant des synthèses hebdomadaires sur les douze thèmes de réflexion. Qu'ils en soient, ainsi que les permanents fédéraux, les membres du comité de pilotage qui m'ont épaulé, qu'ils en soient tous chaleureusement remerciés. Et merci également à celles et ceux qui ont œuvré et participé aux quelques 1500 réunions qui se sont déroulées autour de nos États généraux, en métropole et dans les Outre-mer, ainsi que dans les fédérations à l'étranger. Voilà ce qu'est la vie, la force, l'énergie du Parti socialiste. Je me réjouis que notre initiative soit regardée avec intérêt par des camarades au sein de l'international socialiste, des délégations étrangères sont d'ailleurs présentes parmi nous ce samedi. Nous les saluons.

Je veux dire que nous avons engagé aussi un dialogue avec des personnalités universitaires, entrepreneurs, responsables de mouvements de jeunesse ou d'organisation non gouvernementales, membres d'institution internationales. Ces personnalités ont accepté de donner leur analyse du

monde actuel, de ses opportunités, défis, menaces, et de livrer leur point de vue sur ce que sont, ce que doivent et ce que peuvent les socialistes. Quinze auditions passionnantes ont été organisées à Solferino et mises en ligne. Elles ont parlé des transformations géopolitiques, économiques, agricoles, culturelles, avec Jean Jouzel, qui est co-Prix Nobel de la paix. Avec Justin aussi qui dirige le centre d'analyse et de prévention de stratégie du ministère des affaires étrangères.

Nous avons débattu des inégalités et des moyens de combattre par l'école.

Les enjeux de la mondialisation avec Mathilde Dupré notamment.

Les ressorts de la confiance dans les sociétés démocratiques, avec des philosophes.

Les aspirations de la jeunesse avec la secrétaire nationale à la jeunesse, Laura Slimani, présidente des jeunes socialistes, et François Chérèque, président de l'agence du service civique. L'impératif de la réindustrialisation avec Louis Gallois, le rôle de l'État, sa modernisation, avec des économistes.

La réorientation de l'Europe avec Pervenche Bérès et le chercheur Renaud Thillaye.

La société civile fait l'objet d'attaques virulentes de la droite, il faut débattre de notre identité avec d'autres, c'est au cœur de notre engagement.

Les États généraux ont été possibles grâce à la mobilisation et à l'expression militante, par les cris, le clic, le débat, le suffrage, l'UMP, cela semble tenir de la révélation. Il y a une dizaine de jours, j'ai noté sa déclaration, son ancien futur nouveau chef déclarait que sur les idées, je cite : le vote doit devenir la règle dans un parti moderne. Espérons que d'autres découvertes surviendront dans les siècles prochains. Par exemple, au front national, que ce ne soit pas la même famille. Dans la manière de faire de la politique, affirmons le clivage et portons haut, adossés aux États généraux, l'étendard que nous portons de démocratie politique. Les citoyens nous le demandent.

L'idée socialiste se déploie depuis plus d'un siècle et demi, et elle n'a jamais perdu de sa force, c'est son projet, et son projet, c'est l'émancipation. Des aînés ont mené avant nous cette tâche exigeante. Avec le temps, nos valeurs ont conservé leur pertinence, ces valeurs de génération en génération, malgré la complexité du monde, l'adversité, les socialistes se battent toujours pour elle, la liberté et la justice, la fraternité, la solidarité, la laïcité et la responsabilité, l'Europe et le développement. Ces valeurs magnifiques ont fondé des luttes et forgent des lois, elles jalonnent notre histoire et éclairent notre action, elles donnent du sens à nos vies et représentent l'espoir des hommes et des femmes sur tous les continents. Nous devons faire vivre ces valeurs dans un monde qui ne nous attendra pas, et dont les bouleversements sont de véritables chambardements.

La planète atteint un point de non retour écologique et l'aggravation du changement climatique est dû à l'activité humaine. Le capitalisme hier national et industriel est désormais global et financiarisé, ce qui implique pour le dominer et le domestiquer que les régulations se déploient dans le cadre des États nations, mais aussi à l'échelle européenne et internationale, pour combattre les paradis fiscaux, lutter contre

la spéculation, garantir la diversité culturelle et linguistique ou encore abolir la peine de mort dans le tiers des États qui la pratiquent encore dans le monde. Autre mutation, celle de l'individualisme contemporain, qui prend trop souvent le visage de l'égoïsme et du court-termiste, alors que pour être pleine, une vie doit être collective, comme le disait Jaurès.

Les forces créatrices, les salariés et entrepreneurs sont aux prises de la concurrence mondiale, l'accélération des échanges et des technologies. D'autres évolutions redéfinissent les conditions historiques de l'action, comme de nouvelles puissances en Afrique, en Asie, qui portent un regard optimiste sur l'avenir, je pense aux inégalités qui se manifestent entre catégories sociales, mais aussi en leur sein.

Et des groupes terroristes émergent dans le monde aux moyens inédits. Notre charte interprète le monde pour mieux le transformer. Dans ce monde en mouvement, confus, complexe, connecté, l'identité socialiste donne du sens, pour humaniser la mondialisation, pour fixer des règles et des limites au marché, puisque nous croyons à la puissance publique, l'État, l'Europe, les collectivités locales, cette Alter-Europe.

Le socialisme a toujours dans son histoire lié la production et la redistribution. Et pour permettre l'émancipation.

La démocratisation de la culture, la conquête de nouveaux droits. Tout au long de notre journée, avec les camarades qui se succéderont, nous évoquerons ces questions, et beaucoup d'autres, qui traduisent dans la charte un double devoir d'inventivité, de conviction et d'imagination. Je souhaite insister sur trois principaux enjeux d'une nouvelle sociale démocratie comme nos États généraux la dessinent. Et d'abord, l'éco-socialisme. Le Parti socialiste est né de la première mondialisation, et il a été confronté à deux grandes questions, la question sociale et la question démocratique. Ces questions perdurent même si elles se renouvellent, mais une troisième est venue s'ajouter : l'urgence écologique. 2014 devrait être l'année la plus chaude depuis la fin du 19^e siècle, et cette année, la dette écologique, la dette à partir de laquelle vit à crédit, elle a été atteinte le 19 août, il y a 15 ans, en l'an 2000, c'était le 1^{er} novembre. Nous sommes la dernière génération qui peut agir et c'est pour-

quoi la sociale écologie a inspiré notre déclaration de principe, nos projets. La charte qui nous rassemble conforte cet apport à la doctrine socialiste. Le facteur environnement, le facteur travail et capital, c'est par eux que doivent se forger les compromis sociaux, les politiques publiques, s'agissant de l'aménagement, des transports, de la santé, de la citoyenneté. Nous sommes à un an de la conférence de Paris sur le climat, qui doit permettre de faire prévaloir le droit pour tous les habitants de la terre à vivre dans un monde où le futur n'est pas compromis par l'irresponsabilité du présent. L'éco-socialisme nous mobilise à tous les niveaux de l'action publique et sont inséparables pour nous le social et l'environnemental, ils sont les dimensions d'une même exigence, d'une même existence.

L'autre défi, c'est évidemment lié, c'est l'aspiration à une nouvelle croissance. Dans leurs contributions, les militants ont formulé chacun une conviction, pour qu'il y ait de nouveau la croissance, il faut une croissance nouvelle. Le capitalisme dans sa forme actuelle ne peut ni réduire les inégalités

LE FACTEUR ENVIRONNEMENT, LE FACTEUR TRAVAIL ET CAPITAL, C'EST PAR EUX QUE DOIVENT SE FORGER LES COMPROMIS SOCIAUX, LES POLITIQUES PUBLIQUES, S'AGISSANT DE L'AMÉNAGEMENT, DES TRANSPORTS, DE LA SANTÉ, DE LA CITOYENNETÉ.

GUILLAUME BACHELAY

sociales ni résoudre le problème écologique. Nous voulons un modèle de croissance plus qualitatif. Qualité de la production des process des circuits d'approvisionnement et d'export, de la formation, du dialogue social, de la représentation des salariés dans l'entreprise, des investissements vers des filières d'avenir, d'abord la transition numérique, qualité des infrastructures, qualité prise en compte pour mesurer la richesse d'un pays, ce sont les leviers de la reconquête industrielle, de la création d'emplois, de la montée en gamme, et de la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Une croissance compétitive et coopérative, voilà ce qui anime les socialistes partout où ils se trouvent, et qui passe par une puissance publique, l'État, mais pas seulement, active, stratège, régulatrice, qui fait toute sa place à la personnalisation, à l'évaluation de ces réponses. Le troisième défi, c'est la démocratie, et c'est la République. Elle doit faire face au communautarisme, à l'individualisme, mais aussi à la démagogie, à l'extrémisme, à la dictature de l'instant, au marché qui voudrait investir tous les champs de la société et de la vie. Nous affirmons la République sociale, laïque, que tant de contributions défendent et célèbrent parce qu'elle le joyau d'une communauté de principes parce que sa force intégratrice est immense, parce qu'elle est le ciment du vivre ensemble, elle est la liberté pour chaque citoyen de croire ou de ne pas croire, elle sépare la politique du religieux pour rassembler autour de mêmes droits et de mêmes devoirs. La République, c'est aussi l'égalité femme/homme effective. Car le socialiste est un féministe. Notre charte l'affirme comme elle plaide pour la démocratie participative, sociale, territoriale, numérique, nous y reviendrons. La démocratie, c'est notre méthode et c'est notre cause. Mes camarades, cette volonté, cette énergie, cette impatience parfois aussi qui nous anime et qui nous rassemble, cela s'appelle le progrès humain et c'est donc le titre de notre charte. Pour toutes les raisons que je viens d'évoquer et pour une autre, l'idée de progrès doit faire face aujourd'hui à une offensive réactionnaire. Ses manifestations sont multiples et en dres-

ser l'inventaire demanderait plusieurs heures et plusieurs livres. Disons que se déploie en France et en Europe un bloc réactionnaire qui tente de substituer la dynamique identitaire à la dynamique réactionnaire.

Ce bloc réactionnaire n'aime pas le futur, il ne goûte que très peu le présent, il ne jure que par le passé, même le passé simplifié. Il prospère dans les classements des meilleures ventes en librairie, en dénonçant le mariage pour tous, la réforme des rythmes scolaires, la recherche médicale, le modèle social français, l'indépendance des magistrats. Alors oui, nous devons réaffirmer le moteur du progrès face aux idéologies comme celles-ci, qui n'ont d'autre projet que d'exacerber les malheurs pour progresser.

Le courage du politique n'est pas de nier les peurs ou les difficultés que suscite le monde qui change, il est de les surmonter et pour cela de mobiliser l'audace, la générosité, les atouts, les énergies, la volonté, j'ajoute la raison, comme le dit notre charte, et l'argumentation face à la violence des mots et des comportements. En même temps, et c'est un point fondamental, après le 20^e siècle, face à l'urgence climatique, écologique du 21^e siècle, nous disons que le combat pour le progrès n'est pas séparable du débat sur son sens, ses limites. C'est l'appel à la mesure de Camus dans l'homme révolté, il est d'une totale modernité. Oui, vouloir le progrès, c'est savoir que si les avancées de la science et de la technique contribuent à l'épanouissement collectif et individuel, elles doivent servir à préserver la planète, lutter contre la misère, faire reculer les préjugés et l'oppression. Voilà le sens de nos États généraux, de notre charte, de notre rassemblement, et le sens de notre engagement. Il donne la valeur de nos valeurs, cette charte et les contributions nous porte et nous renforce, elle nous oblige et nous rassemble, elle rappelle que le socialisme est un chemin qui vient de loin et qui va loin.





VOTE DE LA CHARTE DES SOCIALISTES POUR LE PROGRÈS HUMAIN

Inscrits : 157 522.

Votants : 51 191.

Exprimés 50 247. Participation de 32,5%,

Pour : 3 90433, soit 78,48%,

Contre : 3 486, soit 6,84%

Abstention, 7 328, soit 14,67%.

La charte est adoptée.

LES TABLES RONDES



BÂTIR L'ÉCO-SOCIALISME

«*Il y a urgence pour la planète*», constate Clothilde Valter, députée du Calvados, en introduction de la table ronde «*bâtir l'éco-socialisme*». «*Notre charte précise que bâtir l'éco-socialisme fait référence à un changement de modèle qui s'impose pour mettre en harmonie le développement économique, la démarche écologique et la justice sociale*», ajoute-t-elle.

«*Le réchauffement est sans équivoque et lié sans aucun doute aux activités humaines, au premier rang desquelles notre utilisation de l'énergie fossile, c'est très clair*», rappelle Jean Jouzel, glaciologue expert au GIEC, prix Nobel de la Paix. «*Si on ne fait rien pour lutter contre le réchauffement climatique, nous irions jusqu'à un réchauffement de 4 ou 5 degrés en moyenne à la fin du siècle*». Or, pour que l'humanité puisse s'adapter au réchauffement, malgré, notamment, l'élévation du niveau de la mer, il faut le limiter à 2 degrés par rapport au niveau pré-industriel. C'est l'objectif qui était fixé par l'accord de Cancun en 2010. Jean Jouzel espère que la conférence de Paris sur le climat permettra d'entériner cet objectif, mais il souligne que cela nécessite un changement de comportement : «*Si on veut réussir cette transition, il faut laisser sous nos*

pieds près de 80% de ce qui est accessible actuellement (en énergies fossiles).» Il relève pour cela l'importance de la loi sur la transition écologique en passe d'être adoptée en France.

Pour Christine Revault d'Allonnes, députée européenne, l'éco-socialisme «*ce n'est pas qu'une identité, un projet, mais aussi une réalité, qui s'ancre totalement dans des aspects économiques, de développement durable et d'emploi*». Elle plaide par exemple que tous les investissements d'États en terme de transports soient déduits du calcul des déficits publics. «*Travailler sur l'éco-socialisme et le développement durable, c'est faire en sorte qu'on puisse investir, créer des emplois dans ce sens-là, en tenant compte de la situation des États.*»

Rachid Temal, premier fédéral du Val d'Oise ajoute qu'«*il est important que le Parti socialiste porte à nouveau une logique politique globale et qu'on cesse cette logique de sous-traitance, il faut une vision d'ensemble et globale. (...) Oui à l'éco-socialisme, mais il faut faire en sorte que ce soit la matrice du développement économique et donc, créatrice d'emplois.*»



BÂTIR UNE ALTER-EUROPE

«Être socialiste, c'est être socialiste européen», note Philip Cordery, député et SN à l'Europe, dans la table ronde consacrée à l'alter-Europe. «L'Europe n'est plus, aujourd'hui, juste une matière de politique étrangère. C'est à l'intérieur de toutes nos politiques, économique, environnementale, industrielle, intérieure.» Pour cette raison, «la réorientation, qui est en cours depuis 2012, de nos politiques européennes doit aujourd'hui s'accélérer sous l'impulsion des socialistes» estime-t-il.

Isabelle Thomas, députée européenne, relève que «si on veut sortir de la stagnation, voire même si l'on veut éviter une plus grande récession, alors c'est en Europe que ça se passe. La France seule ne pourra pas mettre en œuvre un plan d'investissement public qui pourrait la faire sortir et repartir vers la croissance.» Ce sont les socialistes européens qui, les premiers, avaient proposé l'idée d'un plan d'investissements finalement adopté par la commission européenne. Mais «dans ce plan (Juncker), malheureusement, nous avons très peu d'investissements publics. Or, nous savons qu'aujourd'hui, pour relancer aussi l'investissement privé, il faut de l'investissement public.» Car les socialistes veulent davantage d'investissements dans «la transition énergétique, le transport public, l'isolation thermique des bâtiments, bref, beaucoup d'investissements qui ne sont pas des investissements rentables et qui nécessitent donc énormément d'investissement public.» Les socialistes plaident eux pour un fonds plus ambitieux, de 400 milliards d'euros, avec deux fonds de garantie pour permettre des initiatives moins risquées.

De son côté, Gilles Pargneaux, député européen, insiste sur «la nécessaire orientation de l'Europe en matière de fiscalité», dont les premières mesures seraient une fiscalité européenne commune et une directive de lutte contre l'optimisation fiscale. «Nous voulons aussi lutter contre l'évasion fiscale.» Chaque année, plus de 1000 milliards d'euros manquent aux budgets des États-membres pour cette raison. Gilles Pargneaux voudrait la création d'un outil au niveau du parlement européen et «imposer plus de transparence dans les données bancaires». Quant à la mise en place d'une taxe sur les transactions financières, elle rapporterait «35 milliards d'euros de recettes par an». Enfin il souhaite la mise en «d'une taxe carbone aux frontières de l'Europe, permettant ainsi à tous ces produits venant de l'extérieur de l'Union européenne, qu'ils puissent avoir une fiscalité permettant là encore d'être dans cette protection environnementale».



UNE NOUVELLE CROISSANCE

«Les socialistes ne sont pas des décroissants. Ils ne sont pas non plus des productivistes bornés. Ils sont pour une nouvelle croissance distincte de la croissance inégalitaire du siècle dernier, mais qui permet néanmoins d'assurer une croissance durable, respectueuse des intérêts des générations futures et de l'environnement, et qui permet de reconquérir le plein emploi et le bon emploi.» C'est ainsi qu'Henri Weber résume la pensée socialiste en introduction de la table ronde sur une nouvelle croissance.

Pour Marie Vorgan Le Barzic, déléguée générale de l'association Nouma, spécialiste des start-up, l'enjeu est de coordonner le travail des start-up et celui des organisations établies. «Les start-up proposent une nouvelle façon pour les citoyens de s'organiser dans la société». Cela bouleverse les organisations établies, mais «c'est créateur d'une nouvelle énergie». Elle cite l'exemple de Blablacar, site de covoiturage entre particuliers, qui peut, dans certains cas, concurrencer la SNCF. «On est à un moment charnière de la société, il faut que ces modèles se rencontrent».

Karine Berger, députée des Hautes-Alpes et SN à l'économie, constate l'importance du nombre de contributions sur les questions de croissance et d'économie. «La croissance de demain pour les socialistes, ce n'est pas la société

de l'avoir, c'est la société du savoir, ce n'est pas l'argent roi, c'est la capacité que nous aurons à créer, à inventer et à faire confiance aux ingénieurs et entrepreneurs qui veulent imaginer demain», exprime-t-elle. Elle retient également la question de la fiscalité. «L'impôt, c'est les socialistes des États généraux qui le martèlent, le consentement à l'impôt des citoyens, comme des entreprises, est un pilier de notre République.» Il s'agit de faire en sorte «que ce pays soit changé vers la solidarité dans les deux prochaines années».

De son côté, Emmanuel Maurel, député européen, insiste pour que le débat entre socialistes «ne soit pas hors sol». Il veut des actes en adéquation avec ce qui est dit dans la charte. Dans le texte, on dit qu'«on redistribue des richesses, notamment en utilisant l'outil des salaires, de la fiscalité, et de la dépense publique». Donc «une nouvelle croissance ne passe pas par le gel des salaires et la baisse des dépenses publiques». Et en Europe, «c'est une bataille de tous les jours pour la relance de l'investissement public au niveau européen, pour l'harmonisation sociale, car on ne pourra pas construire une Europe de la croissance si on organise la concurrence fiscale et sociale entre les peuples.» Pour Emmanuel Maurel, «se battre pour le modèle social, pour les citoyens, c'est au cœur de notre identité et notre ADN de socialistes.»



UNE SOCIÉTÉ DU BIEN VIVRE

«Au cœur du projet socialiste, il y a la justice, la question d'égalité, de la liberté, qui sont trois grands sujets que nous allons beaucoup évoquer, mais il ya aussi le fait de construire ensemble la société du bien vivre», explique Sarah Proust, SN à la communication. Une société «bienveillante, où la culture est accessible, où l'éducation permet de réussir...»

Guillaume Garot, député de Mayenne, remarque qu'on vit actuellement «dans une société de méfiance, d'inégalités, d'indifférence». «Si on veut être dans la société du bien vivre, ça veut dire qu'il faut être capable de refonder un nouveau vivre ensemble. Et ce n'est pas simplement une histoire de croissance, mais il faut penser autrement le rapport à autrui.» Il cite l'exemple de la lutte contre le gaspillage alimentaire, dont tout le monde peut être acteur. «Lutter contre le gaspillage alimentaire, ce n'est pas être dans

une société de la privation, ou de la tristesse, c'est tout au contraire être dans une société plus responsable et plus solidaire sans doute. Cette société dépend de nous et commence maintenant.»

«Notre société est confrontée à des mutations économiques, sociales, technologiques culturelles et à une montée de l'individualisme», constate Hussein Bourgi, premier fédéral de l'Hérault. Il y a également «de la défiance, à l'égard de l'autorité, des élus, des politiques». Pour retisser le lien social, il propose de travailler sur trois axes : l'éducation nationale, publique et laïque, la culture et l'action associative. «Pour répondre à la ségrégation sociale et la relégation territoriale, nous avons besoin de service public fort et un soutien aux fédérations d'éducation populaires», estime-t-il.



HUMANISER LA MONDIALISATION

En préambule de la table ronde «*humaniser la mondialisation*», Jean-Marc Germain invoque Jean Jaurès, sa lutte contre la guerre, son appel à l'internationale socialiste pour tenter de l'éviter. Pour le député des Hauts-de-Seine «*notre capacité à maîtriser la mondialisation permettra de poursuivre nos objectifs du socialisme qui sont profondément liés à la solidarité internationale, mais aussi de résoudre des problèmes auxquels nos concitoyens sont confrontés*».

Rhodi Mellek, membre du conseil national kurde, est venue témoigner des violences dont est victime son peuple au cœur de la guerre en Syrie. Les femmes kurdes bénéficient d'un statut d'égal à l'homme, qui a toujours été remis en cause en Syrie notamment. Aujourd'hui, les unités d'autodéfense kurdes se battent contre l'État islamique. «*Rappelons que dans les régions conquises par l'État islamique, la charia soumet les femmes à l'un des statuts les plus dévalorisants de la planète. On retrouve des femmes vendues comme esclaves de l'Arabie saoudite jusqu'au Pakistan. Cet esclavagisme est d'abord d'ordre sexuel, et pour éviter la souffrance ces femmes se suicident souvent par groupes entiers. Le viol est recommandé, comme dans l'Est du Congo, comme arme de guerre, ce qui permet de déstructurer les communautés victimes de ces violences. Les femmes kurdes sont halal, et c'est grâce à cette impunité totale d'assouvir toutes ces pulsions sur des malheureuses victimes que l'État islamique recrute des délinquants et des malades mentaux du monde entier.*» Sur le terrain 40% des combattants kurdes sont des combattantes.

Dans ce dossier, la France a la responsabilité d'essayer de trouver une issue au conflit, estime Jean-Marc Germain, qui rappelle que l'intervention voulue par François Hollande «*n'a pas été possible parce qu'on a un système d'organisation autour de l'ONU, notamment le conseil de sécurité,*

qui permet à certains pays de bloquer des résolutions». Il appuie la volonté de Laurent Fabius de réformer le conseil de sécurité de l'ONU avec un système d'auto-dessaisissement par les membres du conseil permanent quand il y a des massacres dans un pays.

De son côté Corinne Narassiguin est revenue sur l'éco-socialisme, une préoccupation au cœur des contributions des militants. «*Il est évident qu'il faut agir du plus local au plus global, que ce soit pour le développement durable, la gestion des ressources naturelles, la lutte contre le changement climatique, et la France prend toute sa place dans ce combat, elle a donné l'exemple en Europe avec la loi sur la transition énergétique et la croissance verte, elle a permis d'être une source d'inspiration pour le paquet énergie climat, qui fixe des objectifs très ambitieux pour 2030, et surtout, la France a la responsabilité de réussir la COP 21, fin 2015.*» Cette responsabilité est d'autant plus importante que même sur les questions de solidarité internationale «*la question écologique est toujours au centre des problèmes*» (accès à l'eau potable, pandémies, réfugiés climatiques...). Pour favoriser le co-développement, deux grandes mesures sont souvent revenues dans les propositions de militants : «*la création d'un impôt mondial sur le capital et d'une taxe sur les transactions financières pour financer le développement dans les pays les plus pauvres et les projet de préservation du climat*».

Selon Roberto Romero, vice-président de la région Île-de-France, «*l'Europe a une responsabilité particulière au niveau international, c'est celle de proposer un modèle, alternatif à tout ce qui se fait aujourd'hui, ou de faire muter un modèle social centré sur les services publics qui puisse être une image, une perspective pour le reste du monde, peut-être un paradigme*».



L'ÉDUCATION À TOUS LES ÂGES DE LA VIE

Colombe Brossel, SN à l'éducation, rappelle que les socialistes veulent « l'éducation à tous les âges de la vie, parce que l'éducation, c'est ce qui permet l'émancipation individuelle et collective, et ce qui permet de lutter contre la reproduction des inégalités, sociales, culturelles, c'est ce qui nous permet de faire société ensemble, de construire la République. »

Laura Slimani, présidente du MJS, regrette que la crise « touche les jeunes de plein fouet », et s'interroge sur la façon « de répondre à la désillusion démocratique des jeunes, qui s'exprime par une abstention massive et un vote Front national ». « Les jeunes ne sont pas apolitiques, mais estiment aujourd'hui que ce n'est pas le système politique qui peut leur apporter des réponses. Notre priorité est donc de reconquérir les jeunes, de leur donner des réponses. » Pour elle la gauche au pouvoir a une responsabilité : « savoir pour qui et pourquoi elle est là, savoir si elle écoute plutôt le MEDEF ou les syndicats de salariés, plutôt les associations qui luttent contre les discriminations ou les syndicats de policiers, plutôt les institutions financières et la commission européenne de droite, ou les citoyens qui ont besoin des services publics parce que c'est leur seul patrimoine. Donc, la baisse des dépenses publiques, on doit la refuser aujourd'hui. »

Fabrice Seichet, enseignant, revient sur les conséquences de la loi sur la refondation de l'école, votée en 2012. « Le nombre de postes est reparti à la hausse, et nous, enseignants, sommes de nouveau considérés », se réjouit-il. « Il y a de l'ambition. » Il souligne l'idée « de lisser le passage entre le premier et le second degré », mais aussi « l'assistance aux directeurs d'école », « la lutte contre le décrochage ».

Pour Alain Bergounioux, directeur de la Revue socialiste, « Il y a deux grandes dimensions à l'ambition de la refondation de l'école », la réduction des inégalités et construire une Education nationale de qualité. Il insiste sur l'école « institution de la République », c'est-à-dire le lieu où se construisent des citoyens, d'où l'importance de l'enseignement de la morale laïque. « Je suis très frappé devant la grande ignorance par rapport au sens des valeurs de la République et de la laïcité. Pour beaucoup de jeunes, notamment dans les collèges et les lycées, notamment des banlieues, la laïcité, ce sont des principes interdits. Or, la laïcité dans le sens républicain, de la loi de 1905, c'est une liberté. C'est la liberté de croire, de ne pas croire. Et c'est la garantie des libertés individuelles et collectives. » Pour Alain Bergounioux, il n'est pas tout de lutter contre les inégalités et pour la qualité de l'éducation, il faut aussi redonner un sens à celle-ci.



UNE PUISSANCE PUBLIQUE ACTIVE

Alors que l'économie de marché est porteuse d'un certain nombre d'inégalités, quelles sont les marges de manœuvre du politique, s'interroge Juliette Méadel, porte-parole du PS, en ouverture de la table ronde «*Une puissance publique active*». «*Nous proposons un nouvel interventionnisme public dans l'économie. Il est celui qui définit la puissance publique comme la seule légitime pour orienter l'économie de marché, pour l'encadrer et en corriger les inégalités, et pour l'engager sur le chemin de la transition énergétique.*»

«*Quand nous disons que la puissance publique doit reprendre la main, nous ne sommes pas des passéistes nostalgiques d'on ne sait trop quel glorieux passé social, conteste Sylvie Sabouret, militante de l'Hérault. Nous sommes des gens de l'avenir, puisque ces théories néolibérales nous ont conduits dans le mur. La puissance publique apparaît aujourd'hui comme la seule puissance de long terme, puisque le marché ne s'intéresse qu'à ce qui rapporte de l'argent dans le court terme.*» Être socialiste pour elle «*c'est donc résister aux injonctions austéritaires qui nous demandent de réduire le nombre de fonctionnaires.*»

«*Dans notre charte, nous plaidons pour un nouvel interventionnisme de la puissance, qui doit concevoir des instruments pour les services publics, d'un État-stratège, pour mener aussi la bataille stratégique pour l'aménagement de l'espace public, et pour participer durablement au capital*

d'entreprises stratégiques pour notre souveraineté et pour l'avenir», renchérit Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice de Paris, qui regrette toutefois l'abandon du terme «*nationalisation*». «*La question du capital public est majeure, d'autant plus que nous vivons dans une économie ouverte. Car si nous ne refermons pas les frontières, qui possède le pouvoir de l'installation d'une entreprise, de la mutation de ce secteur ? C'est bien le capital. Non seulement il a le pouvoir, mais il est de mieux en mieux rémunéré par rapport au travail. Et par exemple, aujourd'hui, plus de 60% du CAC 40 est détenu par des capitaux étrangers. Comme ce CAC 40 capte l'essentiel des dividendes versés en France, et qu'elles explosent dans le temps, l'essentiel de ces richesses produites par ces grandes entreprises, qui ont parfois maltraité leurs sous-traitants part à l'étranger. Quand on voit qu'on a un problème de répartition des richesses dans notre pays, on peut quand même penser dans certains cas que le capital public nous préserverait d'une certaine forme de prédation.*»

Emeric Bréhier, député et SN à la formation, note que l'État-stratège, «*cela ne veut pas dire que l'État décide seul. Nous avons été, nous, les socialistes, favorables à l'émergence d'autres acteurs puissants de la puissance publique que sont les collectivités locales. Et nous y travaillons encore aujourd'hui lorsque nous travaillons sur les nouvelles compétences des régions, des intercommunalités, parce que nous considérons que ce sont des acteurs essentiels pour une puissance publique qui encadre l'économie de marché.*»



DÉVELOPPER ET MODERNISER L'ÉTAT PROTECTEUR

À une époque où le fossé entre politiques et citoyens ne cesse de se creuser, « *on a besoin de solidifier le pacte républicain, de protéger nos concitoyens* », juge Kamel Chibli, SN à la lutte contre l'exclusion. Pour Reda Didi, délégué général de « *Graines de France* », un think tank sur les quartiers populaires, il est nécessaire de « *redonner confiance en l'État, redonner de la proximité avec les administrés, et rendre des comptes aux citoyens* ». L'État doit également, « *être présent et agir sur les territoires où la fracture est la plus importante, c'est-à-dire les quartiers populaires et les milieux ruraux, entre autres* ». La première chose à faire selon lui, « *c'est essayer d'imaginer des outils qui les aide à construire un agenda politique et stratégique centré sur leurs problèmes personnels, et leurs conditions de vie* ». Ensuite, il faut redonner du souffle à la mobilisation citoyenne. « *La mobilisation des habitants ne vise pas seulement à répondre à leurs problématiques individuelles, mais à recréer du collectif et de faire croire à nouveau en la capacité des politiques et des décideurs de l'État à agir sur la problématique.* » Pour Reda Didi, c'est en repartant des problèmes quotidiens des Français que l'on pourra trouver les outils pour les remobiliser.

Patrick Ardoin insiste sur la situation du marché du travail : « *On est dans une situation de chômage, de précarité, de généralisation de CDD, des temps partiels subis, cela génère une régression du droit du travail.* » Il est nécessaire selon lui d'avoir, « *au niveau de l'État protecteur, une pensée générale sur la relation au travail et la relation au loisir* ». L'État doit avoir « *cette fonction de redistribuer, de partager le travail, ce n'est que comme ça qu'on pourra à terme faire évoluer les choses.* »

« *Pour nous, les socialistes, la question de l'État protecteur, de l'État régulateur et redistributeur, passe en partie par la question des services publics* », ajoute Claude Roiron, SN à la parité. « *Nous avons entrepris de regarder comment nous allons organiser les collectivités locales, cette question est importante, parce que le service public, c'est l'État, qu'est-ce qui va rester du service régalien ? L'éducation, la formation, c'est déjà partagé avec les collectivités locales, quelles sont les grandes sphères de l'État nation et des collectivités locales ? C'est un débat qui est indispensable.* »



LA RÉPUBLIQUE TOUJOURS RECOMMENCÉE

Marie-Pierre de la Gontrie, SN à la justice, le rappelle : *« Nous avons besoin d'une communauté de valeurs, de principes, nous avons besoin de vivre ensemble, avec la laïcité. »* Et nous, socialistes, *« nous défendons cette conception généreuse, ouverte, de la nation, nous refusons et combattons toutes les formes de discrimination, de racisme, d'antisémitisme, de xénophobie, de discrimination de genre ou sociale, tout cela, c'est la République. »*

Elsa Di Méo, SN aux sports et élue à Fréjus, travaille dans un territoire *« où on voit très concrètement comment la République est mise à mal et mise en danger »*. Face au Front national, il est nécessaire de réaffirmer nos valeurs. *« Plus que jamais, la question des valeurs s'incarne à travers la République et les socialistes sont ceux qui sont le cœur battant du progrès humain. Je crois que la République, c'est la pierre angulaire du projet des socialistes et je suis très fière que nous puissions le porter de nouveau. »*

Invité comme témoin, Vincent Autin a été le premier marié homosexuel, symbole de l'importance de la loi Taubira pour l'égalité entre les citoyens. *« La loi Mariage pour tous, 68% des Français y sont favorables, un an après, remarque-t-il. Donc l'engagement politique, la responsabilité politique, c'est d'être audacieux, c'est d'oser, d'être enthousiaste, et sûrement pas apeuré ou de reculer. Je ne peux que recommander aux personnes aujourd'hui qui peuvent changer le visage de la France, de tout faire. »*

Olivier Faure, député de Seine-et-Marne et porte-parole du PS, acquiesce à l'idée que la politique doit avoir de l'audace. Il propose lui de créer *« un droit d'amendement citoyen »*. Il permettrait à chacun, *« sous réserve qu'il soit accompagné par des cosignataires, la possibilité de voir débattues ses propositions au Parlement, pour réintroduire de l'interactivité entre des citoyens qui sont spectateurs d'un débat politique auquel ils ne participent plus »*. Pour le député, il ne doit plus y avoir de débats interdits.



UNE DÉMOCRATIE ACCOMPLIE

Florence Augier, SN à la vie associative, constate, en France et dans toute l'Europe *«une abstention croissante, un désintérêt pour les partis politiques, un discrédit, une défiance envers la classe politique et les institutions»*. Pour elle, *«il appartient aux socialistes d'inverser la tendance»*. Cela passe par l'encouragement *«de la démocratie sous toutes ses formes»* et notamment, la démocratie participative qui suppose *«une plus grande ouverture en direction du monde associatif, des collectifs citoyens, des corps intermédiaires»*. *«Il nous faut réaffirmer qu'élu n'est pas un métier, il faut créer un statut de l'élu, une sécurisation de son parcours, lui permettant notamment un retour à l'emploi. Nous devons réfléchir ensemble à la mise en place d'organisations citoyennes pour le contrôle de l'action politique afin d'associer et de responsabiliser les individus.»*

«La démocratie accomplie, pour moi, c'est redonner de la crédibilité à l'action politique, donc de l'efficacité aux politiques publiques, redonne du sens aux politiques publiques pour qu'elles soient efficaces pour chaque territoire, pour rompre les chaînes d'inégalités.», estime Erika Bareigts secrétaire nationale aux Outre-mer. Elle remarque par exemple de

«grandes poches d'inégalités» dans les territoires ultramarins, notamment en terme d'éducation. 30 à 75% des jeunes de 18 ans ont des difficultés en lecture, alors que la moyenne nationale est de 10%. En outre, le taux de chômage des jeunes atteint les 60%. Elle plaide pour l'expérimentation, qui permet à l'État et aux collectivités de co-construire des politiques *«plus adaptées aux territoires»*.

Pour Gaëtan Gorce, sénateur de la Nièvre, *«les socialistes doivent se persuader que la démocratie, la décision prise collectivement peut et doit s'opposer quand c'est nécessaire, quand l'intérêt collectif est en jeu, aux lois du marché»*. Il veut *«réveiller»* le thème de la planification démocratique, *«qui doit s'appuyer sur la mobilisation des citoyens, l'implication des élus, la conscience collective des actions à mener et de la société que nous voulons construire.»* En outre, il rappelle que *«la démocratie, ce n'est pas seulement rendre le pouvoir aux citoyens, c'est donner les moyens de fonctionner»*. Ainsi, il juge important de lutter contre l'endogamie des élites : *«il faut renouveler nos dirigeants économiques, sociaux, politiques, et nous devons nous battre contre les rentes de situation»*.

NOTES

NOTES

NOTES



INSCRIVEZ-VOUS SUR LES LISTES ÉLECTORALES

En 2015, nous votons pour choisir nos élu-e-s dans les départements et les régions. Culture, solidarité, transports et formation professionnelle font partie des compétences des conseils départementaux et régionaux.

Pour voter, il faut être inscrit sur les listes électorales avant le 31 décembre 2014



Pour voter en 2015, il faut :
Être âgé-e de 18 ans ou plus
et bénéficier de la citoyenneté française ou européenne.



Se rendre dans sa mairie munie d'une pièce d'identité
et d'un justificatif de domicile
ou sur mon.service-public.fr



Effectuer ces démarches
avant le 31 décembre 2014.



REJOIGNEZ LE PARTI SOCIALISTE

- Je souhaite prendre contact avec les socialistes
- Je désire adhérer au Parti socialiste
- Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)
Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07
contact@parti-socialiste.fr - parti-socialiste.fr

Nom

Prénom

Email

Tél

Adresse

Code postal

Ville